



**Ville de Saint-André-de-Cubzac**

***Fourniture et livraison de carburants en vrac***

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Procédure adaptée**

Articles L.2123-1, R.2123-1 et L.2125-1 du Code  
de la Commande Publique

**Date et heure de remise des offres**

***Le mardi 19 novembre 2024 à 12h00***

## **ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD-CADRE**

VILLE DE SAINT ANDRÉ DE CUBZAC

8 Place Raoul Larche

B.P 97

33240 SAINT ANDRÉ DE CUBZAC

Tél : 05.57.45.10.10

Fax : 05.57.45.10.42

Adresse Messagerie électronique : [marches.publics@saintandredecubzac.fr](mailto:marches.publics@saintandredecubzac.fr)

## **ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE PASSATION**

*L'accord-cadre est passé selon la procédure adaptée définie par les articles L.2123-1, R.2123-1 et L.2125-1 du Code de la commande publique.*

## **ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONSULTATION**

*Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de carburants en vrac aux ateliers municipaux. Le besoin annuel de la Commune pour la fourniture de carburants en vrac est estimé à 12 000 L de Gasoil Non Routier (GNR) par an.*

*Le prestataire mettra à disposition de la Commune pendant la durée de l'accord cadre une Cuve PEHD d'un minimum de 1500L conçue pour les carburants, équipée d'un kit de distribution électrique 230V et d'une jauge, ainsi qu'un bac de rétention adapté.*

*Les minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre sont fixés par année à :*

- minimum : **6 000.00 € HT**
- maximum : **22 000.00 € HT**

*Cet engagement sera identique pendant toute la durée de l'accord-cadre.*

## **ARTICLE 4 - VARIANTES et OPTIONS**

### **4.1 : variantes**

*Les variantes ne sont pas autorisées.*

### **4.2 : options**

*La présente consultation présente une option relative à la proposition par l'entreprise d'une solution pour l'enlèvement et le traitement de l'ancienne installation de stockage et de distribution de carburants en vrac présente aux ateliers municipaux.*

*La proposition technique et chiffrée à l'option est obligatoire. A défaut, l'offre des candidats sera écartée de plein droit.*

## **ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans ferme.

## **ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF, JURIDIQUE ET FINANCIER**

### **6.1 : Dossier de consultation**

#### **Retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est également **consultable et téléchargeable gratuitement sur le site [www.saintandredecubzac.fr](http://www.saintandredecubzac.fr)** rubriques Mairie / Marchés Publics -> Lien vers la plateforme Marchés Publics d'Aquitaine.

#### **Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de Consultation remis au candidat comporte les pièces suivantes :

1. Le règlement de la Consultation
2. Le Cahier des charges
3. L'acte d'engagement

L'ensemble de ces pièces constitue le dossier de consultation.

#### **Modification de détail au dossier de consultation**

La Commune se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **6.2 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### **6.3 Modalités de paiement**

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture. La collectivité procédera au paiement des sommes dues par mandat administratif au compte du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 7 - CONTENU DE L'OFFRE.**

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'unité monétaire pour l'exécution du présent accord-cadre est ***l'Euro***.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

### **7.1 Les pièces administratives demandées aux candidats**

Le candidat devra fournir les éléments suivants dans son dossier de candidature :

**A / Une lettre de candidature** (sur le modèle de l'imprimé DC1 par exemple),

**B / Une lettre de candidature** (sur le modèle de l'imprimé DC2 par exemple),  
Les candidats pourront joindre un D.U.M.E en lieu et place des DC1 et DC2

**C / Une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée (cf: annexe 1 – pages 8 et 9) :

**D / Une copie du ou des jugements prononcés** si le candidat est en redressement judiciaire,

**E / Les renseignements et/ou documents suivants :**

- Une attestation d'assurance (responsabilité civile et professionnelle) en cours de validité ;
- La copie de ses certificats ou qualifications professionnelles portant sur les prestations demandées ;
- Présentation de références significatives du candidat datant de moins de 5 ans

### **-Vérification de la régularité fiscale et sociale du candidat**

A l'issue de la procédure, le candidat à qui la personne représentant le Pouvoir Adjudicateur envisage d'attribuer le Marché devra fournir, s'il ne les a pas déjà fournies, dans les 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8222-8 du Code du Travail,
- les photocopies des certificats fiscaux et sociaux attestant que le candidat est à jour de ses cotisations au 31/12/2023. Les photocopies devront être certifiées conformes à l'original.

Par ailleurs, ce dernier devra également remettre dans les mêmes délais un extrait de l'inscription au registre du Commerce et des Sociétés de l'entreprise ou le statut de l'association.

Dans le cas où le candidat retenu ne fournirait pas les justificatifs demandés par l'administration dans le délai de 10 jours, ce candidat sera écarté au profit du candidat suivant dans l'ordre du classement des offres.

## **7.2 L'offre**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** : complété, daté et signé ;
- **Un devis chiffré pour la fourniture de 1000L de GNR** dûment complété, daté et signé ;
- **Le cahier des charges**– document joint à parapher, dater et signer ;
- Un **mémoire technique** composé à minima :
  - Une **présentation des moyens techniques** et humains d'exécution mis en œuvre par le candidat (interlocuteur privilégié, ...) ;
  - Une **présentation du matériel technique** mis à disposition et des conditions de sa mise en œuvre.
- Une **réponse avec une proposition** financière à l'option.

## **ARTICLE 8 - ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **Analyse des candidatures**

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application du Code de la commande publique et qui ne sont pas accompagnées des pièces administratives mentionnées à l'article 7.1 du présent Règlement de la Consultation ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

L'article R.2144-2 du code de la commande publique prévoit une possibilité pour les candidats de compléter leur candidature. Il est rappelé que cette possibilité n'est en aucun cas une obligation. **Aussi, la collectivité attire l'attention des candidats sur la nécessité de présenter des dossiers complets.**

### **Jugement des offres**

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Charges et accompagnées des pièces mentionnées à l'article 8.2 du présent Règlement.

Les critères que retient la Personne représentant le pouvoir adjudicateur pour procéder à l'analyse des offres et retenir l'offre économiquement la plus avantageuse sont pondérés de la manière suivante :

**1 – Prix            60 %**

**2 – Valeur technique appréciée notamment au regard du mémoire technique 30%**

**3 – Délai de livraison à compter de la notification d'un bon de commande 10%**

° Délai normal            7%

° Délai d'urgence        3%

Les offres seront classées par ordre décroissant, l'offre la mieux classée sera retenue. Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en

considération.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

La Commune se laisse la possibilité d'avoir recours à une négociation avec les candidats à l'issue de la date limite de remise des offres, dans le respect notamment, du principe d'égalité entre les candidats.

Par ailleurs, la Collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

## **ARTICLE 9 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES**

**Les offres doivent être remises avant le mardi 19 novembre 2024, 12h00.**

## **ARTICLE 10 -CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

En cas d'offres par voie électronique, elles devront être adressées uniquement via la plateforme « Marchés publics d'Aquitaine ».

**Conformément aux articles R.2132-2 et suivants du code de la commande publique, les offres seront communiquées par voie électronique** en toute confidentialité et de manière sécurisée sur le site [www.saintandredecubzac.fr](http://www.saintandredecubzac.fr) rubriques Ma Ville – Marchés publics -> Lien vers la plateforme « Marchés publics d'Aquitaine », ou directement sur le site <https://marchespublics-aquitaine.org>.

Les offres pourront également être déposées en mairie, 8 Place Raoul Larche à Saint-André-de-Cubzac sous un pli cacheté reprenant le nom de la consultation. Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans le présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus ni même analysés.

L'envoi sur un support physique électronique (CD ROM ou disquette) n'est pas autorisé dans le cadre de la présente consultation.

Le mode de transmission est global et irréversible.

Le candidat ne peut procéder à un double envoi d'un pli par courrier et par voie électronique. Si tel est le cas, la candidature des deux versions sera rejetée par l'acheteur public.

La copie de sauvegarde transmise à l'appui d'une candidature électronique n'est pas considérée comme entrant dans l'hypothèse du double envoi.

### Transmission de l'offre par voie électronique :

L'offre transmise par voie électronique sera également composée d'une seule enveloppe, contenant :

- les justifications à produire par le candidat conformément à l'article 7 du présent règlement. Il est demandé au candidat un fichier électronique (format word, excel, PDF, etc.) par document transmis.
- La candidature conformément à l'article 7 du présent Règlement. Il est également demandé au candidat de transmettre un fichier électronique (format word, excel, PDF, etc.) par document constitutif de l'offre (exemple : 1 fichier pour l'acte d'engagement, etc...).

### Copie de Sauvegarde

*Les candidats peuvent adresser par voie postale ou remettre contre récépissé à la Mairie, à l'appui de leur offre électronique, une copie de sauvegarde sur support physique papier.*

*Le pli cacheté portera la mention lisible « copie de sauvegarde ».*

*Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique papier doivent faire parvenir cette copie avant la date et l'heure limites mentionnées à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation.*

*Les copies de sauvegarde qui seraient reçues après la date et l'heure limites précitées et/ou ne respectant pas les conditions de transmission ne seront pas ouvertes et déclarées irrecevables.*

*La copie de sauvegarde sera utilisée dans les cas décrits par l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique.*

*Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par le pouvoir adjudicateur.*

### **ARTICLE 11 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

***Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :***

*Tribunal administratif de BORDEAUX*

*9 Rue Tastet - BP 947*

*33 063 Bordeaux Cedex*

*Téléphone : 05.56.99.38.00 - Télécopie : 05.56.24.39.03*

### **ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.**

*Tout renseignement complémentaire pourra être demandé à :*

***Madame le Maire***

***Mairie de Saint André de Cubzac***

*Service Affaires juridiques et Procédures*

*8 Place Raoul Larche B.P 97*

*33240 SAINT ANDRÉ DE CUBZAC*

*Tél : 05.57.45.10.10 /Fax : 05.57.45.10.42*

*Adresse messagerie électronique : [marches.publics@saintandredecubzac.fr](mailto:marches.publics@saintandredecubzac.fr)*

*Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres. Cette demande pourra être effectuée par courrier ou télécopie.*

*Une réponse sera alors adressée au plus tard **6 jours** avant la date fixée pour la réception des offres.*

**Annexe n° 1 : Attestation sur l'honneur**

*Attestation à joindre, compléter, dater et signer par les candidats*

« Je soussigné (e) .....

agissant en qualité de .....

**déclare sur l'honneur en application des articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique:**

que ..... l'entreprise ..... (Nom ..... et  
adresse).....

.....  
.....  
.....

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro  
.....

**n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique:**

**a) Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**b) Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

**c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation,



au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

**d) Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**e) Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

**f) Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

**g) Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

**h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

Fait à .....

Le .....

Signature et tampon